Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 133 (1988)
Heft: 4

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344833

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

C'est bien connu: le combat unit, la division menace ou s'installe dès que se profile la victoire – ou la défaite. Alors que, sur le terrain, les commandants militaires de la Résistance afghane poursuivent au coude à coude une lutte dont le but est de libérer l'Afghanistan de l'occupation et de l'emprise soviétiques, les chefs politiques de l'extérieur semblent avoir quelque peine à éviter ensemble les pièges que leur tend la diplomatie du Kremlin. Lequel, à supposer qu'il retire vraiment ses troupes – ce qui reste à constater – entend évidemment laisser derrière lui un régime armé, conseillé et orienté par ses soins, ce qui serait exactement la «solution politique» que les prédécesseurs de M. Gorbatchev ont fait miroiter avant lui.

En attendant que prenne ou que tourne cette mauvaise mayonnaise, la guerre continue. La puissante offensive lancée en décembre par les Russes et les gouvernementaux dans la province du Paktia a permis à ceux-ci de dégager temporairement leur garnison assiégée à Khost, mais non d'empêcher les moudjahidin de revenir couper l'axe vital Gardez-Khost. Dans le même temps, l'occupant, gêné par les tirs incessants de roquettes sur Kaboul, a considérablement élargi et renforcé le système de défense de la capitale (fortins, artillerie, chasseurs-bombardiers). Enfin, le matériel de guerre continue d'affluer d'URSS, et une nouvelle base aérienne est en construction au nord de Kaboul. Les Américains, sommés – et tentés – de cesser leur soutien aux Afghans avant même que s'amorce le repli des troupes soviétiques, pourraient fonc bien se demander si M. Gorbatchev est aussi pressé de déguerpir que certains le croient.

*
* *

Dans le golfe Persique, la guerre des pétroliers et des terminals est retombée dans la routine, au point que les Etats-Unis ont pu envisager de ramener en Méditerranée une partie de leur police navale. En revanche, l'affrontement Iran-Irak a connu au sol deux rebondissements significatifs. D'une part, ce que l'on appelle «la guerre des villes» a repris, fin février, à l'initiative des Irakiens. Il s'agit, comme on sait, d'un échange de missiles et de bombes d'avions visant des objectifs civils, échange qui n'a guère d'effet sur le moral des populations, et point du tout sur l'évolution militaire du conflit. Le fait nouveau, c'est que les missiles irakiens ont atteint Téhéran, ce qui prouve que leur portée a pour le moins doublé. Comment? Deux explications ont été avancées: ou bien les SCUD-B soviétiques dont dispose l'Irak ont été améliorés par celui-ci, peut-être avec la collaboration d'une

entreprise ouest-allemande, la diminution de la charge explosive permettant d'accroître la portée; ou bien les ingénieurs irakiens ont produit eux-mêmes un nouvel engin dont le prototype aurait été mis au point l'an dernier. Quoi qu'il en soit, Bagdad a ainsi rétabli un équilibre psychologique à défaut d'être militaire.

D'autre part, la guerre chimique commencée par les Irakiens en 1984, et qui n'a semble-t-il jamais cessé tout à fait, a repris tragiquement dans la seconde quinzaine de mars au Kurdistan irakien, avec la ville de Halabja pour principale victime. On a pu supposer que le gouvernement de Bagdad avait voulu châtier une fois de plus les rebelles kurdes, collaborateurs de l'ennemi iranien. Mais il y a peut-être, plus directement liée aux opérations militaires, une autre explication, qui n'est pas une excuse pour autant. Dans les semaines ou les jours qui précédèrent le bombardement chimique, les Iraniens étaient parvenus, vraisemblablement avec l'aide de partisans kurdes, à s'emparer des hauteurs qui dominent la cuvette où se trouve Halabja, puis à atteindre cette localité où le général irakien commandant le secteur fut lui-même capturé. Or ladite cuvette est d'évidente valeur stratégique. D'une part, la seule bonne route qui en sort conduit à Sulaimaniya, et de là à la région pétrolifère de Kirkouk. D'autre part, le sud-ouest de cette cuvette est occupé par un lac artificiel qui alimente en électricité et en eau la vallée du Diyala, nourricière de la capitale. Pour Bagdad, pour l'Irak, le péril était donc majeur. Pour le contrer à temps par des moyens classiques, il aurait fallu que le commandement irakien rameutât vite et fort ses divisions de montagne encore intactes. Sans doute a-t-il jugé que ce temps lui manquait. Sa réaction «chimique», dommageable au crédit de l'Irak, ne répare d'ailleurs rien sur le plan opératif. Supérieure, l'aviation irakienne peut contenir la poussée iranienne. Mais, pour rétablir la situation à leur avantage, les Irakiens devront tôt ou tard engager sur le barrage, sur les hauteurs et sur les routes, des forces aptes à la guerre en montagne. De notre point de vue suisse, l'affaire et ses suites méritent attention. Non?

*
* *

Voici trois mois, on avait laissé l'Afrique australe sur l'échec de l'offensive gouvernementale angolaise en direction de Jamba, quartier général et base de l'UNITA rebelle dans le sud-ouest du pays, et sur l'offre, renouvelée par Pretoria, de retirer ses troupes si les autres – Cuba et l'URSS – en faisaient autant. La proposition sud-africaine n'a pas eu de suite, Luanda refusant toujours de demander à Fidel Castro le retrait de son corps expéditionnaire, augmenté entre temps de 5000 hommes, aussi longtemps que la Namibie resterait sous le contrôle de Pretoria, qui subordonne

l'indépendance de l'ancien Sud-Ouest africain au réembarquement des Cubains. La diplomatie tourne donc en rond, et la guerre continue. En janvier, l'UNITA se lançait à l'attaque de Cuito Cuanavale, dans le sud-est de l'Angola, considérée comme la base aérienne et terrestre de l'offensive gouvernementale en direction de Jamba. Annoncée par l'état-major de Jonas Savimbi, chef de l'UNITA, la prise de cette base a été démentie par Luanda, qui croit savoir d'autre part que quelque 7000 Sud-Africains sont stationnés à l'est de Cuito Cuanavale, et qui accuse enfin le Zaïre de ravitailler les rebelles dans le centre et le nord de l'Angola. Qui dit vrai? En attendant que, après la saison des pluies, les opérations se réactivent en mai, on constatera que les positions politiques sont actuellement figées, et que, sur le plan militaire, les Soviétiques n'ont pas ralenti leur contribution en matériel moderne aux gouvernementaux angolais. Ce qui signifie que Moscou n'a pas l'intention d'abandonner, ou de laisser abondonner par les Cubains, une position stratégique aussi importante que l'Angola, ni de relâcher sa pression à la fois politique et stratégique sur l'Afrique du Sud. Pourquoi le ferait-ils d'ailleurs, dès lors que les sanctions économiques décidées à l'encontre de l'Union sud-africaine par les Occidentaux en général et les Américains en particulier mettent ceux-ci dans une dépendance croissante à l'égard de l'URSS seul fournisseur, en rivalité avec cette Union, des principales matières premières d'importance militaire?

*
* *

Il est vrai que, contrairement à ce que croient encore certains, le Kremlin, et par conséquent ceux qui suivent sa ligne, fût-elle brisée, se montrent de plus en plus habiles à adapter leur tactique aux circonstances. Témoin le revirement du gouvernement marxiste du Nicaragua qui, après avoir refusé toute discussion directe avec la Contra, s'est ravisé en janvier, sans cesser pour autant de coffrer les opposants à son régime. Pour prendre à contrepied le président Reagan et donner une arme de plus à l'opposition parlementaire américaine hostile à l'aide aux insurgés? Pour geler ceux-ci dans une trêve propice au redressement d'une situation militaire devenue difficile pour Managua? Toujours est-il que la manœuvre a payé. La Chambre des représentants a refusé l'aide aux Contras; ceux-ci ont accepté des contacts préliminaires. Ce qui n'a pas empêché les sandinistes de lancer le 15 mars une grosse offensive à la frontière du Honduras, amenant Washington à marquer symboliquement sa réprobation en dépêchant dans ce pays, pour dix jours précisait-on d'emblée, deux bataillons de la 7e division d'infanterie et deux autres de la 82e division aéroportée.

Message reçu, semble-t-il, puisque les choses se sont calmées rapidement,

après quelques accrochages entre Honduriens et Nicaraguayens. Le 23 mars enfin, à Sapoa, la Contra et le gouvernement de Managua convenaient d'une trêve de 60 jours, la première dans un conflit qui a fait 40 000 morts depuis 1982. Le gouvernement marxiste promet de libérer les prisonniers politiques, qui sont nombreux, et de rétablir la liberté de la presse; il n'est pas question d'interrompre les livraisons de matériel de guerre soviétique. En revanche, les Contras ont accepté de ne plus recevoir qu'une aide humanitaire et de regrouper leurs forces dans trois zones à délimiter avant le 15 avril. Le risque pris par les guérilleros est donc considérable, car ils perdent le bénéfice des positions conquises en échange d'assurances encore révocables. Pratiquement lâchés par le Congrès américain, ils n'avaient probablement pas le choix. Quant à savoir si la crédibilité des engagements pris par Washington sortira renforcée de l'aventure, c'est une autre question.

Une question que l'on doit naturellement garder présente à l'esprit au moment de considérer une fois de plus l'état de la sécurité de l'Europe. Mais pour remarquer aussitôt qu'il n'y a aucune commune mesure entre les problèmes que les Etats-Unis affrontent en Amérique centrale – Panama compris –, problèmes qu'ils pourraient résoudre, en cas de nécessité nationale, par une intervention écrasante de leur force militaire, et ceux que leur pose notre continent sur lequel ils ont à faire face à l'empire soviétique. Concrétisée sur le terrain par la présence de plus de 300 000 *boys* et d'engins nucléaires, qui pourraient évidemment être retirés, la solidarité stratégique de l'Amérique envers l'Europe découle en fait d'impératifs supérieurs qui la rendent, comme on aime à dire aujourd'hui, incontournable. Il s'agit d'une part des intérêts, au sens le plus élevé du terme, communs à toutes les nations libres, et d'autre part du péril mortel auquel les Etats-Unis seraient exposés si l'Europe occidentale, et par suite les routes atlantiques, venaient à tomber au pouvoir d'une superpuissance ennemie. Se rappeler cela, c'est mettre dans leurs justes proportions les difficultés qui assaillent l'OTAN depuis la conclusion, en décembre dernier, de l'accord de Washington sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire.

Tout le monde s'accorde aujourd'hui pour souhaiter une deuxième étape par la réduction parallèle des armements nucléaires intercontinentaux. Mais tous les Européens capables de réflexion comprennent aussi que le problème de leur sécurité ne sera pas résolu pour autant, et que cette sécurité serait encore plus aléatoire si la dissuasion nucléaire cessait de jouer et si l'énorme supériorité de l'Est en forces classiques n'était pas enfin compensée. Or, et cela a été dit clairement tant par le général Galvin, commandant suprême allié, en février, que par Mme Thatcher au début de

mars lors du sommet de l'OTAN, l'URSS, loin de ralentir son effort de surarmement, ne cesse d'accroître son potentiel de guerre, sur le plan qualitatif aussi bien que quantitatif, de même qu'elle améliore, en poussant vers l'ouest ses moyens opératifs et leurs infrastructures logistiques, sa capacité d'offensive. Conclusion: les Occidentaux ne pourront pas se dispenser de moderniser leurs armes nucléaires «de théâtre» en allongeant leur portée, et de faire, pour leurs armements classiques et pour leurs effectifs, plus qu'ils ne font aujourd'hui. Sur ce dernier chapitre, les Etats de l'Europe de l'Ouest, par ailleurs plutôt dépensiers, restent d'une périlleuse pingrerie. En outre, les effets de la dénatalité aidant, – la Suisse en sait quelque chose – leurs ministres de la défense, celui de l'Allemagne fédérale au premier rang, en sont réduits à camoufler sous d'astucieuses restructurations ce qui n'est en réalité qu'une perte sèche du potentiel humain de leurs armées. A quoi s'ajoute que, sans que Madrid ait pris, sur le plan national, la décision de compenser cette perte de puissance, les Américains ont dû consentir à retirer d'Espagne leurs 72 F-16. On verra, en mai, si le traité bilatéral de défense qui vient à renouvellement conserve quelque substance ou s'il n'est plus qu'une noix creuse.

Du côté soviétique, on n'a manifestement pas les mêmes soucis. Certes, l'empire ne dissimule plus ses faiblesses, dont certaines sont anciennes, tels les impatiences et les sursauts des nationalités. Mais la manière forte y pourvoit, dans un style différent de celui de Staline, bien qu'avec la même détermination. Les Occidentaux auraient donc grand tort de spéculer sur l'éclatement de cet empire. A court terme, les fragilités de l'URSS ne la détourneront pas de ses objectifs extérieurs, dont le principal reste, M. Gorbatchev l'a écrit, de diviser l'OTAN et de chasser de l'Europe ses alliés américains.

*
* *

Les émeutes palestiniennes, les grondements des Tibétains, les tueries irlandaises, les attentats en Corse et dans le Pays basque, et beaucoup d'autres luttes internes, ne relèvent pas du commentaire des conflits internationaux à proprement parler. Si on les mentionne cependant au terme de cette chronique, c'est parce qu'ils montrent que, de plus en plus et de pis en pis, les formes et les méthodes de la guerre peuvent ravager de l'intérieur les Etats les plus fragiles comme les mieux structurés. Pour un siècle qui se fait une religion des «droits de l'homme», c'est un étrange succès.

J.-J. C.